

## **CH\_VB 20012247 vom 20. März 1984**

Bundesverwaltung, 1984-03-20, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_\\_td\\_class\\_\\_metadataCell\\_\\_20012247\\_\\_td\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20012247__td_)

FR: CH\_VB 20012247 du 20 mars 1984

IT: CH\_VB 20012247 del 20 marzo 1984

### **Erwägungen**

#### **E. 20**

März 1984 N 265 Bessere Ausnützung der Sitzungszeit (Vorschlag der FPK) notre étude dans le sens d'une meilleure utilisation du temps disponible dans le cours des quatre sessions ordinaires de mars, juin, septembre et décembre. Aussi la Conférence des présidents de groupe vous propose-t-elle d'approuver les décisions que vous avez sur votre pupitre, compte tenu du fait que c'est le seul moyen de gagner du temps sans porter atteinte à notre système de parlement de milice, et cela à partir de la session d'été 1984, à titre d'essai, et jusqu'au moment où nous aurons rattrapé le retard dont j'ai parlé. Premièrement, nous commencerions les séances le lundi à 14 h 30; deuxièmement, nous siégerions les deuxième et troisième mercredis de la session jusqu'à

#### **E. 22**

h 30 environ, si nécessaire, en ménageant une pause d'une heure au maximum entre la réunion de l'après-midi et celle du soir; troisièmement, nous siégerions le jeudi après-midi de la troisième semaine de session et, quatrièmement, nous prolongerions la séance du dernier jour de la session jusqu'à 11 h au lieu de terminer à 9 h parfois 9 h 30, comme c'est l'habitude. J'ajoute que d'autres propositions d'innovations sont encore examinées par notre conférence en ce qui a trait au déroulement même des séances; nous vous en ferons part en temps voulu. Elles tendent toutes, comme celles dont nous parlons aujourd'hui, à permettre de rattraper le retard pris dans le programme général de nos travaux et à accorder le temps nécessaire au domaine des interventions personnelles (postulats, motions, interpellations) réduit depuis quelques années à la portion congrue dans un parlement dont la fonction ne doit pas se limiter à l'examen des seuls objets d'initiative gouvernementale. Les modifications que nous vous proposons aujourd'hui devraient nous permettre de gagner une quarantaine d'heures par année, ce qui équivaut à une session extraordinaire d'une semaine. Nous vous en recommandons l'adoption en vous remerciant d'ores et déjà de l'effort supplémentaire que vous accepterez, ce faisant. Mme Christinat: La proposition de la Conférence des présidents de groupe appelée élégamment «Meilleure utilisation du temps des séances» est tout simplement ahurissante! Cette proposition ainsi présentée se traduit concrètement par une augmentation d'environ un tiers du temps que nous consacrons actuellement au cours d'une session. En effet, sommairement calculée, une session nous occupe environ une soixantaine d'heures. La proposition qui nous est faite augmenterait de plus de vingt heures nos séances, en nous faisant dépasser les quatre-vingts heures de présence. Je ne veux pas dire par là que je serais opposée à une augmentation raisonnable de nos heures de séances. Mais de là à nous proposer de siéger à un rythme pareil, il y a un pas que je demande à ce conseil de ne pas franchir. Une étrange motion, que de gentils collègues aimant la plaisanterie avaient déposée il y a quelque temps à mon nom et à mon insu, demandait malicieusement l'horaire libre pour nos séances, afin de ne pas encombrer

au même moment les restaurants des alentours. A considérer la proposition de la Conférence des présidents de groupe, en ce qui concerne la pause d'une heure au maximum lors des séances nocturnes du mercredi, je ne sais vraiment pas comment nous pourrions, en si peu de temps, satisfaire à une repas convenable, à moins que chacun n'apporte ici son sandwich ou son pique-nique complet. Redevenons sérieux et refusons d'entrer dans les vues des conseillers aux Etats qui, non contents de faire un nombre bien plus restreint d'heures de séances que nous, voudraient, de surcroît et d'une certaine manière, nous imposer une augmentation de nos heures de présence pour échapper à une session extraordinaire qui les a toujours dérangés. On se plaint de ce que nous sommes toujours en retard. Mais, pendant cette session, comme durant les autres d'ailleurs, notre travail finit toujours par avancer. Si une telle prolongation des heures de séances devait devenir effective, la formule de parlement de milice deviendrait inadéquate, nous nous approcherions de la notion de parlement professionnel. En effet, ce sont des parlementaires professionnels 34-N qui siègent le soir et même la nuit, mais ils disposent de la structure, du support matériel et financier nécessaires. Après les sessions, chacun de nous retourne à ses responsabilités, qu'elles soient familiales ou professionnelles, voire les deux. Un rythme de travail tel que nous le proposent les présidents des groupes risque de nous poser des problèmes sur le plan de notre vie privée. Si les points 1 et 3 de la proposition peuvent être facilement acceptés, par contre les points 2 et 4 sont à refuser, tout au moins sous la forme suggérée. La proposition 2 devrait comporter l'arrêt des travaux à 19 h 30 et la séance du vendredi pourrait se terminer à 10 h, afin que nous puissions encore utiliser une partie du vendredi après-midi, une fois de retour dans nos cantons respectifs. C'est pourquoi je vous invite à renvoyer l'ensemble des propositions à la Conférence des présidents de groupe en lui demandant de nous présenter un nouveau projet comportant une augmentation raisonnable des heures de séances, n'excédant pas dix heures par session. Je vous rappelle que la proposition de la Conférence des présidents de groupes prévoit effectivement environ vingt-trois heures supplémentaires! Les auteurs de la proposition ont retenu de siéger régulièrement le deuxième et le troisième mercredi, plus le jeudi de la troisième semaine. A l'inverse, mon calcul ne retient pas l'obligation de siéger le mercredi de la deuxième et de la troisième semaine. C'est pourquoi, pour ma part, j'arrive à une augmentation de vingt heures. Je renouvelle donc mon souhait et je vous invite à soutenir ma proposition qui vise à renvoyer la question à la Conférence des présidents de groupe, afin que nous soit présentée une nouvelle proposition plus acceptable pour une partie de ce conseil.

M. Dafflon: La proposition que j'ai déposée demande en fait que l'on n'augmente pas le nombre d'heures de présence au Parlement mais que, en cas de nécessité, l'on ait recours à des sessions extraordinaires. La proposition qui nous est faite par la Conférence des présidents de groupe est un palliatif. Elle ne résoudra rien, elle ne diminuera pas la tâche, elle n'améliorera pas les conditions de travail. Or, pour rendre le système plus satisfaisant, nous devrions tout entreprendre et utiliser d'autres méthodes. Nous voulons maintenir un parlement de milice. Je vous rappelle qu'il n'y a plus sur cette planète aucun pays où l'on ait un parlement de milice, ce sont toujours des parlements où siègent des députés professionnels, d'ailleurs dans des conditions totalement différentes. On veut que nous, qui travaillons dans le privé puissions en même temps, assumer notre tâche au Parlement. Je vous donne un exemple: je suis convoqué à une séance de commission le 2 avril, dans dix jours. C'est une commission importante. Voici le dossier que j'ai reçu hier. Je dois, pendant ces dix jours, siéger ici au Parlement, m'occuper de mon travail quotidien que je ne peux pas abandonner, avoir ma vie privée - sur laquelle j'empiète, je le veux bien -

et encore étudier cet important dossier. Comment peut-on travailler dans de telles conditions? Comment font ceux qui siègent dans plusieurs commissions, comment font ceux qui doivent encore rédiger des rapports? Ce n'est pas sérieux. Ce n'est possible qu'au détriment de l'un ou l'autre travail. Nous n'avons pas des tâches dérisoires, je présume que si le peuple nous a envoyés au Parlement c'est pour que nous y travaillions sérieusement. Or, c'est impossible dans les conditions actuelles. Il faut qu'on se rende compte qu'il n'est plus faisable de travailler dans cet hémicycle, comme il y a cinquante ans. C'est vrai qu'il y a beaucoup de travail, beaucoup d'interventions, mais il n'est pas logique que 10 pour cent des députés n'aient pas le droit de siéger dans les commissions. Si toutes les personnes représentées ici faisaient partie des commissions, une série de documents ne seraient pas déposés au plénum, car ils pourraient être discutés en commission.

Meilleure utilisation du temps des séances (proposition de la CPG) 266 20 mars 1984  
Lorsqu'un certain nombre de députés de petits groupes ou d'isolés interviennent à la tribune, c'est qu'ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent accomplir leur tâche. Il faut donc réformer le Parlement. Nous discutons ici de tout et de rien. Nous avons, il est vrai, des problèmes importants à débattre auxquels il faut consacrer beaucoup de temps, par exemple celui de l'énergie nucléaire. Dans notre Parlement, les députés n'ont pas le droit de parler, de plus en plus on leur enlève le droit de parole sur des sujets où ils ont quelque chose à dire. En revanche, on pourrait très bien, en commission, prendre des décisions sur certains sujets sur des objets mineurs, sans les soumettre au Parlement. On donnerait les pleins pouvoirs à la commission qui pourrait trancher, régler le problème et éviter ainsi d'encombrer le Parlement. Telles sont les raisons pour lesquelles je vous demande de ne pas prolonger les heures de travail car ce serait au détriment du sérieux, et c'est impossible. Le public s'étonne quelquefois de voir la salle vide, mais ce que le public ignore, ce qu'on ne lui dit pas assez souvent, c'est que nous ne sommes pas des professionnels, que nous avons diverses tâches à remplir, beaucoup de dossiers à préparer, d'études à faire, et afin de travailler convenablement, nous sommes obligés d'aller soit dans la salle des pas perdus, soit dans notre bureau. On nous fait passer aux yeux de la population pour des gens peu sérieux, qui refusent le travail. Continuons ainsi, et la population sera tout à fait persuadée de notre peu de sérieux. C'est pourquoi je vous demande de ne pas accepter la proposition de la Conférence des présidents de groupe. Qu'on commence à 14 h 30 le lundi, d'accord, qu'on termine le vendredi à 11 heures, d'accord, mais qu'on ne prolonge pas le travail le soir et que l'on n'augmente pas le nombre de séances de relevée; en revanche, qu'on décide, en cas de nécessité, de tenir une session extraordinaire. M. Cevey disait qu'on en avait eu beaucoup. Lors de la dernière législature nous n'avons tenu que deux sessions extraordinaires d'une semaine, ce n'est pas énorme. C'est donc à mes yeux la solution la plus raisonnable, et c'est celle que je vous demande d'approuver. Frau Uchtenhagen: Ich hätte nur einen ganz kleinen Antrag zum Antrag der Fraktionspräsidenten, nämlich zu Punkt 4, wo es heisst: «Die Sitzung des letzten Sessionstages wird bis 11 Uhr ausgedehnt.» Da beantrage ich Ihnen «bis 10 Uhr». Verschiedene eidgenössische Kommissionen, Expertengremien, Stiftungsräte usw., in denen Parlamentarier meistens von Amtes wegen vertreten sind, tagen nämlich an diesem letzten Freitag einfachheitshalber in Bern. Meistens beginnen diese Sitzungen um 10 Uhr. Aber auch private Organisationen machen von dieser Möglichkeit Gebrauch, noch eine Sitzung mit Parlamentariern in Bern an diesem Tag einzuschieben. Es wäre also sehr, viel günstiger, wenn wir um 10 Uhr aufhören könnten. Frau Fankhauser: Ich bitte Sie, den Antrag Dafflon zu unterstützen. Ich werde mich kurz fassen, schliesslich ist unsere Zeit sehr kostbar. Aber zuerst vier Fragen: Sind wir daran, auch für uns auf dem kalten Weg

Nacht- und Schichtarbeit einzuführen? Sind wir fähig, Lebensqualität zu vermitteln, wenn wir auf dem Weg sind, tagelang abgeschlossen von der Umwelt zu tagen und uns selber kaum Qualität gönnen? Wie wollen sie Wählerpflego, Verwaltungskontrolle - das sind schliesslich unsere Aufträge - und eine ernsthafte Behandlung der Geschäfte miteinander verbinden, wenn Sie über zehn Stunden pro Tag da im Rate sitzen? Nehmen wir uns ernst genug, wenn wir so tagen, dass zu später Stunde persönliche Vorstösse behandelt werden? Wir betrügen uns selbst, wenn wir glauben, dass ohne Sondersession und nur so die Milizform gerettet werden könne. Mehr Kreativität tut not. Nehmen wir uns Zeit und Abstand zum alten Trott, damit wir bosser in die Lage versetzt werden, die Zukunft zu bewältigen. Das ist schliesslich unser Auftrag, und deswegen bitte ich Sie, den Antrag Dafflon zu unterstützen. Flubacher: Wenn dieser Antrag eine Woche früher gekommen wäre, hätte ich ihn als schlechten Fastnachtsscherz bezeichnet. Ich glaube, man hat sich zu wenig überlegt, wie die Situation in Wirklichkeit ist. Ich habe ja noch jene Zeit miterlebt, wo es hie und da Nachtsitzungen in diesem Saal gegeben hat. Leider ist man davon total abgekommen. Ich bin der Meinung, dass für ein wichtiges Geschäft wie Kaiseraugst oder andere ruhig einmal eine Nachtsitzung eingeschaltet werden könnte. Aber was man hier macht, ist auch für den, der gewohnt ist, lange zu arbeiten, unmenschlich und unmöglich. Erstens müssen wir an jene denken, die eine gewisse Freizeit brauchen, damit sie überhaupt in diesem Parlament mitarbeiten können, sei es ein Bauer, sei es ein kleiner Gewerbler oder ein Angestellter, der sonst keine Möglichkeit mehr hat, seine Stelle zu behalten, wenn ihm nicht gewisse Zeiten zur Verfügung stehen. Sie dürfen jetzt nicht die Nerven verlieren, weil einige neue Mitglieder das Gefühl haben, sie müssten jeden Tag an dieses Rednerpult. Sie werden das aufgeben, spätestens in jenem Zeitpunkt, wo sie feststellen, dass ihnen niemand mehr zuhört. Dann wird sich das wieder einpendeln, wie es vielleicht auch früher der Fall war. Ich könnte mich mit dem 14.30-Uhr-Beginn am Montag einverstanden erklären. Ich könnte mich damit einverstanden erklären, dass man am Schlußtag erst um 10 oder 11 Uhr die Sitzung schliesst. Ich hatte immer ein schlechtes Gewissen, wenn ich um 10 Uhr schon zu Hause war, wissend, dass ich für den ganzen Tag das Sitzungsgeld erhalten hatte. Nun wollen Sie aber diese Mittwoch-Nachtsitzungen maximal eine Stunde unterbrechen. Wie sieht das aus? Wir haben fünf Stunden Vormittagssitzung; dann beginnt man wieder und arbeitet bis 19 Uhr, dann wird man eine Stunde Pause einschalten. Es gibt in Bern in der nächsten Umgebung des Bundeshauses praktisch keine Möglichkeit, sich um diese Zeit zu verpflegen. Sie kennen Bern; Da geht man um 22 oder 23 Uhr schlafen. Nachts, nach 22.30 Uhr, bekommen Sie nur noch ein paar «Nobelbeizen» ein warmes Nachtessen und vielleicht da oder dort noch ein Würstchen. Das finde ich nun wirklich den Hammer! (Heiterkeit) Das muss ich ganz offen sagen. Ich meine: Man sollte sich verpflegen können. Als Jasser muss ich Ihnen auch sagen: Man sollte auch die Kollegialität etwas pflegen können, auch die Kollegialität über die Grenzen der Fraktionen hinweg. Ich könnte mich mit diesen Nachmittagssitzungen am Donnerstag auch noch einverstanden erklären. Aber ich möchte Sie darauf aufmerksam machen, wie gewisse Massenmedien am letzten Mittwoch aufbegehrt und gesagt haben, es seien um 15 Uhr nur 30 oder 40 Leute im Saal gewesen. Dabei fanden unzählige Gruppen- und Kommissionssitzungen statt. Auch ich war an einer Sitzung und konnte nicht weg; ich bin auch erst um etwa 16.30 hier eingetroffen. Das macht nach aussen einen schlechten Eindruck, hauptsächlich auf die Schulklassen, die normalerweise auf der Tribüne sind. Ich muss Ihnen aber auch sagen: Ich war im Deutschen Bundestag; da waren um 16 Uhr, bei Sitzungsbeginn, 25 Leute anwesend, und um 17 Uhr, als wir den Sitzungssaal verlassen

haben, waren 40 von über 500 anwesend. Ich möchte Sie nicht mehr länger hinhalten. Ich möchte Sie bitten, diesen unausgewogenen Vorschlag mit bestem Dank an die Absender zurückzugeben. Sie sollen uns auf die ausserordentliche Session einen brauchbaren Vorschlag machen. Widmer: Nach dem Votum von Herrn Flubacher ist es nicht schlecht plaziert, wenn noch einmal versucht wird, die Vorschläge der Fraktionspräsidenten zu begründen. Ob es einem passt oder nicht, der Nationalrat ist in einem Zustand geraten, in dem er etwas tun muss. Nun ist es klar: welche Massnahmen man auch immer ergreift, der eine oder der andere, die eine oder die andere wird mit dem

20. März 1984 N 267 Bessere Ausnützung der Sitzungszeit (Vorschlag der FPK) Vorschlag nicht zufrieden sein, weil jeder seine eigenen Vorstellungen hat. Herrn Flubacher zum Beispiel geht es darum, dass er am Mittwoch ein richtiges Nachtessen bekommt. Mir selber ist das gleich. Ich finde, es sei gesund, wenn man einmal ein Nachtessen auslässt. Da gehen die Auffassungen offenbar auseinander. Aber der Kern der Sache besteht darin, dass wir bei allen grösseren Geschäften hier im Saal eine gewaltige Zahl unnötiger Interventionen erleben. Von diesem Zustand müssen wir irgendwie wegkommen. Das Parlament krankt daran, dass es zu viele Parlamentarier gibt, die am Sonntag zu Hause ihren «Aufsatz» schreiben und dann darauf angewiesen sind, diesen Aufsatz hier vor der schweizerischen Öffentlichkeit präsentieren zu können. Diesen Mangelzustand müssen wir beheben. Jedermann weiss, dass es unvernünftig ist, wenn sich bei einem Geschäft, bei dem Eintreten unbestritten geblieben ist, 40 oder 50 Redner zum Eintreten äussern. Das ist ein ungesunder Zustand. Sie wissen das alle, aber wir haben nicht die Kraft, dieses System zu ändern. Der Versuch, der von der Präsidentenkonferenz unternommen wird, ist insofern schwer zu begründen, als er einen gefühlsmässigen Zustand des Parlamentes mit organisatorischen Massnahmen bekämpfen will. Das ist aber immerhin ein Anlauf und besser, als wenn man die Sache treiben lassen wollte. Ein Wort zu Herrn Dafflon: Auf den ersten Blick hat er recht, wenn er sagt, die kleinen Gruppen seien benachteiligt, weil sie nicht in den Kommissionen vertreten sind; sie tragen dann ihre Argumente ins Plenum. Darauf gibt es zwei Antworten. Erstens: In unserem Parlament haben die ganz kleinen Parteien heute schon ein Privileg. In den meisten Parlamenten Europas gibt es eine sogenannte Mindestklausel der Stimmkraft. So kleine Parteien wären in anderen Parlamenten gar nicht vertreten. Weil wir keine Mindestklausel haben, sind die kleinen Parteien an sich schon privilegiert. Diese Tatsache muss man berücksichtigen. Die zweite Antwort besteht darin: Erfahrungsgemäss ist es leider nicht so, dass die Damen und Herren, die schon in der Kommission waren und dort ihre Weisheiten vorbringen konnten, hier schweigen würden. Im Gegenteil, sie haben in der Kommission viel gelernt und möchten ihr Wissen - das ist legitim - hier auch noch vor der Öffentlichkeit darlegen. Die Vorstellung, dass hier um so weniger gesprochen wird, je mehr Leute in den Kommissionen sind, halte ich für einen frommen Wunsch; es wäre schön, wenn es so wäre, aber es widerspricht der menschlichen Natur, vor allem der Natur von Parlamentariern. Freilich ist es ein bisschen problematisch, wenn man mitten im Jahr damit anfängt, am Montag mit den Sitzungen früher zu beginnen. Ich habe von Kollegen gehört, dass es für sie unter dem Jahr schwierig würde, auf halb drei im Rat zu erscheinen, weil sie für den Montag schon Verpflichtungen eingegangen sind. Man müsste sich deshalb überlegen, ob man sich schon für die Junisession so festlegen will; aber im Grundsatz ist das bestimmt richtig. Nun komme ich zum Kernpunkt: Diese sogenannte Nachtsitzung ist in Wirklichkeit nur eine Abendsitzung, Sie alle kennen die Parlamente anderer Länder. Dort ist eine Nachtsitzung eine Sitzung, die bis um ein oder zwei Uhr morgens dauert. Das nennt man eine Nachtsitzung. Was wir machen wollen, ist

eine frühe Abendsitzung, nicht mehr. Ich bin überzeugt der Meinung: Machen Sie jetzt einmal einen Versuch mit diesen Abendsitzungen. Ich möchte auch noch etwas offen aussprechen, was bisher nicht gesagt wurde. Der Hauptwiderstand gegen diese Abendsitzung besteht doch darin, dass geltend gemacht wird, die Medien könnten darüber nicht mehr berichten. Die Abendnachrichten des Fernsehens sind um 22.30 Uhr vorbei, und die Zeitungen, die ja in der Schweiz fast alle Morgenzeitungen sind und in der Nacht gedruckt werden, könnten dann die bedeutenden Voten der Damen und Herren, die abends hier antreten, nicht mehr bringen. Das ist doch der Hauptgrund. Aber wenn wir das kaltblütig miteinander anschauen, ist doch der Tatbestand völlig klar: Sie können den parlamentarischen Betrieb durch nichts besser beschleunigen, als wenn keine Versuchung mehr besteht, wegen der Medien hier noch einen kleinen Auftritt zu machen. Die Abendsitzung ist also die geeignete Massnahme, um die Zahl überflüssiger Interventionen zu reduzieren. Das ist für mich der zwingende Grund, warum Sie einmal einen Versuch mit dieser Nachtsitzung, die in Wirklichkeit nur eine Abendsitzung ist, durchführen sollten. Zu den Sitzungen vom Mittwoch abend noch eine kurze Bemerkung: Probleme kann es für die Mitglieder des Bundesrates geben. Denn man kann von einem Bundesrat nicht verlangen, dass er von morgen früh um acht Uhr bis nachts um elf Uhr hier anwesend ist. Das würde ich als unmenschlich bezeichnen., Man sollte auch die Bundesräte hier im Parlament als Menschen behandeln. Man müsste für die Abendsitzungen wahrscheinlich den Verhandlungsgegenstand wechseln, damit man für diese Abendsitzung auch die Bundesräte auswechseln kann. Aber davon abgesehen bitte ich Sie höflich, den Antrag der Fraktionspräsidentenkonferenz zu unterstützen. Egli-Winterthur: Ich möchte Sie bitten, den Antrag der Fraktionspräsidentenkonferenz abzulehnen. Was Herr Widmer von den Nachtsitzungen im Ausland gesagt hat, ist schon richtig; aber er vergass zu sagen, dass kein ausländisches Parlament morgens um acht Uhr mit den Beratungen beginnt, sondern frühestens um neun oder zehn Uhr. Und man müsste eigentlich auch noch das Arbeitsgesetz ändern, wenn wir so lange tagen wollten. Etwas anderes hat mich indessen veranlasst hier zu sprechen: Herr Widmer hat darauf hingewiesen, es sei ein Mangel, dass sehr viele Parlamentarier am Sonntag ihr Aufsätzchen schreiben und dann diese Aufsätzchen hier verlesen und uns zweihundert damit belästigen. Aber die Ursache für diese Aufsätzchen liegt eben tiefer. Sie liegt bei der Presse und den übrigen Medien. Wenn die Zeitungen beginnen, am Schluss der Sessionen Medaillen zu verteilen, indem festgestellt wird, der Parlamentarier aus dem Kanton Zürich habe fünfmal gesprochen, der verdiene die Silbermedaille, und der Parlamentarier, der nur dreimal gesprochen hat, verdiene die Bronzemedaille, dann führt das dazu, dass diese Aufsätzchen eben über den Sonntag geschrieben werden. Jedermann will doch seinen Wählern beweisen können, dass er etwas gesagt hat. Hier müsste auch die Presse etwas vernünftiger werden und diejenigen Interventionen, die aufgrund solcher Aufsätzchen erfolgen und sehr oft auch nicht immer - nichtssagend sind, eben nicht mehr entsprechend gross in der Presse aufführen, sondern sie müsste auch hier eine gewisse Wertung vornehmen. Solange dies nicht erfolgt, können wir unsere Sitzungen verlängern, soviel wie wir wollen, wir werden diese Aufsätzchen überhaupt nie wegbringen. Aber es wäre, wie bereits gesagt, eben auch an den Medien, einen solchen Unfug abzustellen. Dann würde unsere Zeit auch wieder eher genügen. Ich möchte nicht nur aus diesen Gründen, sondern auch aus den anderen, bereits dargelegten Gründen bitten, den Antrag der Präsidentenkonferenz abzulehnen. Koller Arnold, Berichterstatter: Wir verstehen durchaus, dass Sie revoltieren, jetzt, wo es gilt, das auszubaden, was wir ständig selber anrichten. Und ich verstehe auch, dass die Versuchung

gross ist, einmal mehr zu einer Debatte über eine Parlamentsreform anzusetzen; aber wir sind uns doch alle einig, dass das im Moment nichts nützt. Dagegen nützt es etwas, wenn Sie den Vorschlag der Fraktionspräsidentenkonferenz annehmen. Noch einige kurze Bemerkungen zu den Anträgen. Zum Rückweisungsantrag von Frau Christinat: Wenn Sie vom geltenden Artikel 43 des Geschäftsreglementes des Nationalrates ausgehen, dann schlagen wir Ihnen genau zehn zusätzliche Stunden vor, nämlich drei am Montag, fünf an den beiden Abend- oder Nachtsitzungen am Mittwoch und zwei am Freitag vormittag. Das ergibt nach Adam Riese

Meilleure utilisation du temps des séances (proposition de la CPG) 268 N 20 mars 1984  
genau die zusätzlichen zehn Stunden gegenüber Artikel 43 unseres Ratsreglementes. Zu den Anträgen Dafflon/Fankhauser: Man argumentiert, Nachtsitzungen seien nicht zumutbar, es wären eher weitere ausserordentliche Sessionen vorzuziehen. Ich weiss, dass jeder Vergleich hinkt. Aber in einem anderen Lebensbereich, wo wir auch nach dem Milizsystem arbeiten, im Militär, wird uns allen ganz anderes zugemutet, als Sitzungen bis abends um halb elf Uhr, und dort wird das von jedermann in unserem Lande ohno weiteres akzeptiert. Deshalb sehe ich einfach nicht ein, warum das für uns Parlamentarier nicht zumutbar sein solito. Zum Antrag Uchtenhagen: Ich verstehe an sich ihre Bedenken, aber ohne gewisse Einschränkungen kommen wir nicht zu zusätzlicher Sitzungszeit. Wenn Sie unseren Antrag ablehnen oder zurückweisen, müssen Sie sich einfach noch einmal bewusst sein, was das bedeutet: Ich habe Ihnen die Liste der wichtigen Geschäfte genannt. Eine Ablehnung würde bedeuten, dass diese Geschäfte dieses Jahr nicht mehr behandelt werden könnten. Ich möchte Sie bitten, wenn Sie unseren Antrag ablehnen, wenigstens konsequent zu sein und nachher nicht zu uns zu kommen und zu sagen: Dieses Geschäft muss nun unbedingt in der nächsten Session behandelt werden. Dann gibt es keinen anderen Ausweg, als: diese Geschäfte ins nächste Jahr zu verschieben. Aus diesen Gründen möchte ich sie dringend bitten, den Versuch doch zu wagen und in diesen sauren Apfel zu beißen. M. Cevey, rapporteur: Tout ci'abord, avouons que le problème est difficile. Chacun a sa petite idée: il y a ceux qui souhaitent partir le plus tard possible de leur domicile le lundi, ceux qui désirent rentrer le plus tôt possible à la maison, ou siéger ailleurs, dans un conseil d'administration ou dans une commission syndicale, le vendredi. Il y a ceux qui veulent absolument conserver leur soirée pour des réunions sympathiques autour d'une table de jass ou je ne sais quoi encore... Bref, le problème est délicat. Mais, il faut bien admettre que nous ne pouvons pas non plus instaurer un système de parlement à la carte avec un horaire libre! Je remercie Mme Christinat de souci dont elle fait preuve en ce qui concerne le confort des parlementaires. Mais, je crois pouvoir dire qu'elle et moi, nous n'avons pas le même professeur de mathématiques! En ce qui concerne la durée actuelle de notre travail parlementaire, j'arrive à un total de vingt-deux heures par semaine si on tient compte d'une ou de deux séances de relevée par session. Vingt-deux heures par semaine, soixante-six heures au maximum par session, on est loin des préoccupations de M. Eggli en ce qui concerne la loi sur le travail. Je reviens donc au calcul de Mme Christinat. Le lundi, nous vous proposons d'ajouter trois fois une heure, ce qui fait trois heures, le mercredi deux fois deux heures et demie, ce qui fait cinq heures, et le vendredi une fois deux heures. Le total fait dix heures. On est donc bien loin de la vingtaine d'heures supplémentaires que l'on nous accuse de vouloir introduire dans l'horaire. Si vous multipliez ces dix heures par quatre, vous arrivez à quarante heures, ce qui est sensiblement plus que la session extraordinaire que d'aucuns aimeraient imposer comme une règle annuelle dans nos programmes de travaux. Pour nous, si la session extraordinaire, que nous avons pratiquée de temps en

temps, devient a règle annuelle, alors nous allons, tranquillement peut-être, mais à coup sûr, dans la direction d'une organisation parlementaire à cinq sessions. L'on commencera par une semaine de session extraordinaire et, dans dix ans, on en sera peut-être à deux semaines, voire à trois semaines. C'est contre ce danger que nous avons voulu lutter pour défendre le parlement de milice. Il y avait un choix à faire entre le système des cinq sessions et une meilleure utilisation du temps qui nous est dévolu dans le cadre des sessions ordinaires actuelles. Nous n'avons pas hésité. Nous avons pensé qu'il valait mieux tenter d'éviter les sessions extraordinaires et mieux utiliser l'horaire des sessions ordinaires. Je suis d'accord avec M. Dafflon: notre Parlement ne peut plus travailler comme il y a cinquante ans. En outre, j'admets qu'il a raison lorsqu'il constate que, trop souvent, le temps de parole est restreint, qu'on enlève même en quelque sorte le droit de parler par la place très limitée que l'on accorde aux interventions de caractère individuel. Mais, c'est précisément pour retrouver un peu plus de ce temps de parole que nous vous proposons d'ajouter une dizaine d'heures par session. Pour le reste, je pense qu'il est tout à fait inadmissible d'envisager aujourd'hui de modifier le jeu des compétences en laissant, par exemple à des commissions, le droit de prendre des décisions, même pour des objets de portée relativement mineure. Nous devons laisser au Parlement la possibilité d'intervenir à tous les niveaux. C'est le jeu démocratique, tel qu'il est organisé chez nous, nous n'avons pas à remettre en cause le fonctionnement de nos institutions sur ce point. M. Flubacher a le souci de la brièveté de la pause entre la séance de l'après-midi et la séance du soir que nous vous proposons. Si nous avions voulu accorder deux heures nous aurions posé un nouveau problème et n'aurions pu atteindre le but que nous nous étions fixé. Certes, un jour il nous faudra examiner sérieusement la question d'une meilleure organisation de l'intendance, en quelque sorte, dans ce bâtiment même, en envisageant d'aménager un réfectoire digne d'un Parlement comme le nôtre. Mais cela est un problème secondaire que nous pourrions peut-être reprendre en temps voulu. Aujourd'hui, nous vous demandons simplement, à titre d'essai et pour trouver le temps qui nous manque, de bien vouloir tester, pendant quelques années, ce système des séances du mercredi soir. Il me semble que l'effort qui vous est demandé n'est pas surhumain. Le problème, je le résume encore, se pose en ces termes, soit nous introduisons une cinquième semaine de session extraordinaire qui, très rapidement, deviendra ordinaire et durera probablement plus d'une semaine, soit nous accomplissons un effort dans le cadre de la semaine parlementaire, qui se traduirait par une dizaine d'heures supplémentaires par session, c'est-à-dire une quarantaine par année. Mme Christinat: La seule chose sur laquelle je suis d'accord avec M. Cevey, c'est que, effectivement, nos professeurs de mathématiques ne sont pas les mêmes, le mien vaut le sien et vice versa. Je signale en passant à M. Cevey que, tout à l'heure, il a oublié, si j'ai bien retenu sa déclaration et son calcul, d'inclure le jeudi. En outre, il a certainement pris en considération seulement deux mercredis au lieu d'éventuellement trois. Dans mon calcul, je n'ai pas retenu régulièrement le mercredi après-midi, car dans le règlement il n'est pas déterminé de façon fixe et réglementaire. C'est la raison pour laquelle, devant cette espèce de confusion générale, je vous soumetts une version plus précise de ma proposition. Je vous demande de renvoyer le tout à la Conférence des présidents de groupe pour l'étude d'une nouvelle suggestion comportant la suppression des séances du mercredi soir. M. Cevey, rapporteur: Dans notre calcul, nous tenons compte simplement des séances de relevée que nous organisons dans le cadre du programme actuel. Il ne faut pas les prendre en considération deux fois. Ce serait faux. J'aimerais ajouter une dernière remarque. Il y a quinze ans, nos anciens collègues siégeaient tous les vendredis matin sauf erreur. J'admets

qu'ils commençaient un peu plus tard le lundi. Mais, nous avons bien là la preuve que le problème est posé depuis longtemps. Nous devons absolument tenter de le résoudre, ne serait-ce que pour ajouter un peu de crédibilité aux travaux parlementaires qui, souvent, font l'objet de contestation au niveau populaire. Le président: Je vous fais remarquer qu'il n'est pas nécessaire de renvoyer à la Conférence des présidents de groupe l'examen de la suggestion de Mme Christinat, car elle cor-

20. März 1984 N 269 Motion Zbinden répond à la proposition de M. Dafflon. Nous pourrions donc nous prononcer au point 2. Mme Christinat propose le renvoi de ces propositions à la Conférence des présidents de groupe. Celle-ci s'oppose à ce qu'elles lui soient renvoyées. Je vous prie de vous prononcer. Abstimmung - Vote Für den Antrag Christinat 72 Stimmen Für den Antrag der Fraktionspräsidentenkonferenz 70 Stimmen An die Fraktionspräsidentenkonferenz A la Conférence des présidents de groupe #ST# 82.371 Motion Zbinden Parlamentsdienste. Wahl der höheren Beamten Services du Parlement Nomination des fonctionnaires supérieurs Wortlaut der Motion vom 17. März 1982 Der Bundesrat wird eingeladen, eine Vorlage zur Abänderung des Bundesbeschlusses über die Parlamentsdienste vom 9. März 1972 und - falls notwendig - des Geschäftsverkehrsgesetzes zu unterbreiten, um dem Parlament bzw. seinen Organen direkten Einfluss auf die Wahl der höheren Beamten der Parlamentsdienste einzuräumen. Texte de la motion du 17 mars 1982 Le Conseil fédéral est chargé de présenter un projet de modification de l'arrêté fédéral sur les services du Parlement du 9 mars 1972, et au besoin de la loi sur les rapports entre les conseils, de manière à permettre au Parlement ou à ses organes d'influer directement sur le choix des fonctionnaires supérieurs des services du Parlement. Mitunterzeichner - Cosignataires: Allenspach, Ammann-Bern, Auer, Barras, Biderbost, Blunschy, Bonnard, Bremi, Bürer-Walenstadt, Butty, Cantieni, de Capitani, de Chastonay, Columberg, Cotti, Coutau, Darbellay, Dirren, Dürr, Eisenring, Eppenberger-Nesslau, Feigenwinter, Fischer-Bern, Frei-Romanshorn, Friedrich, Früh, Huggenberger, Humbel, Hunziker, Iten, Jeanneret, Kaufmann, Koller Arnold, Kopp, Linder, Loretan, Lüchinger, Massy, Meier Josi, Meier Kaspar, Messmer, Müller-Luzern, Müller-Balsthal, Nef, Nussbaumer, Oehler, Risi-Schwyz, Röthlin, Rüegg, Rüttimann, Scherer, Schnider-Luzern, Segmüller, Spreng, Steinegger, Stucky, Tochon, Vetsch, Villiger, Weber-Schwyz, Weber Leo, Wilhelm, Wyss, Ziegler-Solothurn (64) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Es ist eine Tatsache, dass ein Miliz- oder Halbberufsparlament wie das schweizerische ohne einen guten Mitarbeiterstab in der Parlamentsverwaltung nicht mehr auskommen könnte. Das Generalsekretariat der Bundesversammlung und die Mitarbeiter der Parlamentsdienste sind nicht bloss unerlässliche und mitentscheidende Instanzen bei der administrativen Abwicklung des parlamentarischen Betriebes, sondern sie nehmen ebenso an der materiellen Ausgestaltung der Parlamentsarbeit teil. Es sei hier nur beispielsweise auf die Betreuung der ständigen Kommissionen oder auf die Bearbeitung der parlamentarischen Initiativen verwiesen. Unser Parlament ist sicher mit Hilfsdiensten nicht überdotiert, weshalb es besonders wichtig ist, dass die entsprechenden Mitarbeiter fachlich qualifiziert sind und das Vertrauen des Parlamentes finden. Das Generalsekretariat der Bundesversammlung und die ihm angegliederten Parlamentsdienste sind verfassungsmässig der Bundeskanzlei zugeordnet, so dass - ein wahrer Anachronismus in einer Zeit, da das Parlament sich um seine Aufwertung gegenüber Bundesrat und Verwaltung bemüht - der Generalsekretär und die Beamten der Parlamentsdienste rechtlich Beamte des Bundesrates sind und - aus verfassungsrechtlicher Sicht logisch - auch von diesem gewählt werden. Versuche, das Generalsekretariat der Bun-

desversammlung mit den Parlamentsdiensten aus der Bundeskanzlei auszugliedern und gegenüber dem Bundesrat als eigentliche Parlamentsverwaltung zu verselbständigen, sind Anfang der siebziger Jahre gescheitert, weil man die notwendige Verfassungsrevision nicht für opportun hielt. Gleichwohl ist es für das Parlament ein unerträglicher Zustand, dass ihm seine engsten Mitarbeiter vom Bundesrat gewissermassen zugewiesen werden, ohne dass es auf deren Wahl irgendeinen Einfluss nehmen kann. Die Organe des Parlamentes haben nach geltender Rechtslage nicht einmal ein Vorschlagsrecht, sondern sie sind vom Bundesrat lediglich anzuhören. Dieser Zustand darf angesichts der Wichtigkeit, die dem Generalsekretariat und den Parlamentsdiensten zukommt, nicht andauern. Das Parlament bzw. seine Organe müssen die Möglichkeit erhalten, die Wahl seiner engsten Mitarbeiter direkt beeinflussen zu können. Wir stellen uns vor, dass wie dies bei der Vorbereitung des Bundesbeschlusses über die Parlamentsdienste bereits erwogen wurde - der Generalsekretär der Bundesversammlung durch die Vereinigte Bundesversammlung und die höheren Beamten des Generalsekretariates und der Parlamentsdienste, die heute durch den Bundesrat gewählt werden, durch ein Parlamentsorgan zu wählen wären. Als Wahlorgan könnte die heutige Fraktionspräsidentenkonferenz zusammen mit dem Büro des Ständerates in Frage kommen; es wäre aber auch denkbar, diese Aufgabe einem noch zu schaffenden neuen Koordinationsorgan der beiden Räte zu übertragen, wie es zurzeit in der nationalrätlichen Kommission «Parlamentsreform» diskutiert wird. Durch die Übertragung der Wahlkompetenzen an das Parlament und seine Organe ändert sich im übrigen nichts an der verfassungsmässigen Situation, wonach die Parlamentsverwaltung administrativ der Bundeskanzlei angegliedert bleibt. Die Verfassung sieht aber selbst vor, dass der Bundesversammlung über die Wahl der Magistratspersonen hinaus weitere Wahlen durch die Bundesgesetzgebung übertragen werden können (BV Art. 85 Ziff. 4, 2. Satz). Dass von dieser Bestimmung in diesem Falle, da die personelle Infrastruktur des Parlamentes zur Diskussion steht, Gebrauch gemacht werden kann, erscheint hier sicher gerechtfertigt. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Die Stellungnahme zur Motion setzt voraus, dass deren Begründung von Anfang an miteinbezogen wird, denn sie konkretisiert das allgemein gehaltene Begehren der Motion. Nach dem Text der Motion soll dem Parlament bzw. seinen Organen direkter Einfluss auf die Wahl der höheren Beamten der Parlamentsdienste eingeräumt werden. In der Begründung der Motion werden konkret folgende Möglichkeiten angeregt: a) Wahl des Generalsekretärs durch die Vereinigte Bundesversammlung; b) Wahl der höheren Beamten der Parlamentsdienste durch ein Parlamentsorgan, zum Beispiel die Fraktionspräsidentenkonferenz zusammen mit dem Büro des Ständerates, eventuell durch ein neu zu schaffendes Koordinationsorgan der beiden Räte. Die Motion knüpft damit an die bereits geltenden Bestimmungen über das Zusammenwirken von Bundesrat und Bundesversammlung bei der Wahl der Chefbeamten der Parlamentsdienste an. Nach Artikel 9 des Bundesbeschlusses vom 9. März 1972 über die Parlamentsdienste hört der Bundesrat bei all diesen Wahlen Organe des Parlamentes

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Bessere Ausnützung der Sitzungszeit (Vorschlag der FPK) Meilleure utilisation du temps des séances (proposition de la CPG) In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1984 Année Anno Band I Volume Volume Session Frühjahrssession Session Session de printemps Sessione Sessione primaveraile Rat Nationalrat Conseil Conseil

national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 11 Séance Seduta Geschäftsnummer ---  
Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 20.03.1984 - 08:00 Date Data Seite 264-269  
Page Pagina Ref. No 20 012 247 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für  
das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service  
du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal  
Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.